

*Les Etats-Unis continuent
d'encourager la migration
irrégulière depuis Cuba, déclare
le vice-ministre des affaires
étrangères*

Image not found or type unknown

La Havane, 3 mars (RHC) Le vice-ministre cubain des Affaires étrangères, Carlos Fernández de Cossío, a déclaré que tant que le gouvernement des États-Unis accordera l'asile politique à des pirates de l'air, on ne pourra pas dire que son véritable objectif est de mettre fin à l'émigration irrégulière.

Dans une interview exclusive accordée à Prensa Latina au siège du ministère des Affaires étrangères, Fernández de Cossío, tout en abordant les questions d'actualité, a rejeté l'asile politique récemment accordé à un citoyen cubain qui, en octobre dernier, "a simplement décidé que sa façon d'émigrer était de détourner un avion".

Avec cette action, a-t-il dit, le gouvernement américain devient complice et participant d'un acte de piraterie aérienne.

C'est quelque chose d'extrêmement grave que Cuba a dénoncé et contre laquelle elle a protesté vigoureusement, car cela viole les accords établis entre les deux pays, ainsi que les lois cubaines, le droit international et de l'aéronautique civile, a souligné le vice-ministre des Affaires étrangères.

Il a rappelé que l'histoire montre que les Etats-Unis, loin de répondre "à leurs priorités nationales en matière migratoire, ce qui pèse pour eux sont les priorités de la subversion politique contre Cuba".

Selon lui, les causes fondamentales de "cette émigration très prononcée de Cubains vers les Etats-Unis, y compris ceux qui partent surtout de manière irrégulière, sont dues à des raisons connues".

Il a pointé du doigt le blocus économique, commercial et financier imposé il y a plus de six décennies à la nation caribéenne, une politique "visant à détériorer le niveau de vie de la population cubaine" et à éroder la capacité de fonctionnement de son économie.

Quelque 300 000 Cubains ont quitté le pays l'année dernière et, selon Fernández de Cossío, ces personnes "n'ont aucun conflit politique avec notre pays", ajoutant que "lorsqu'elles en auront l'occasion, elles reviendront certainement à Cuba".

Il a affirmé qu'une relation continuera d'exister avec ces émigrants ; "ce sont toujours des fils et des filles de ce pays, il n'y a pas de conflit avec eux ; cependant, les États-Unis leur offrent l'asile politique ou leur accordent un traitement privilégié à des fins politiques qui sont très éloignées des véritables raisons pour lesquelles ils émigrent".

Par conséquent, tant que les États-Unis maintiendront une politique de guerre économique contre Cuba, il est très difficile de penser que le potentiel migratoire diminuera, a-t-il dit, insistant sur le fait que les États-Unis encouragent également l'émigration parce que l'Adjustment Act (La Loi d'Ajustement Cubain), un privilège unique pour les habitants de l'île, qui aura bientôt 60 ans, est toujours en vigueur et appliqué.

Il a souligné qu'il existe également une politique différenciée pour les Cubains qui favorise ceux qui arrivent aux frontières des États-Unis, y compris ceux qui le font par la mer, ce qui devient un attrait pour ceux qui n'obtiennent pas de visa.

En ce qui concerne les relations bilatérales, Fernández de Cossío a déclaré qu'il n'y a pas de changement réel car, par exemple, le titre III de la loi Helms Burton, l'inclusion de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme et sur la liste des entités restreintes, ainsi que la persécution du carburant et la coopération médicale en provenance de Cuba, sont toujours en place.

Ce sont toutes des politiques qui portent l'empreinte de Donald Trump (2017-2021), puisque c'est lui qui les a mises en œuvre, mais que le gouvernement américain actuel continue d'appliquer sans même proposer de justifier pourquoi il le fait, a assuré le vice-ministre.

Il a commenté que les États-Unis essaient de demander des gestes à Cuba et qu'elle doit faire un pas, de qui est "une demande ou une revendication absolument déraisonnable".

Comment va-t-il revenir à Cuba, qui n'a pas fait un seul geste hostile aux Etats-Unis, de corriger l'état actuel des relations ? et bien souvent cette exigence débouche sur des demandes spécifiques comme celle que Cuba libère des prisonniers, a-t-il ajouté.

"Ce sont tous des prétextes que les États-Unis ont historiquement utilisés lorsqu'ils ne veulent pas agir ; ils font des demandes déraisonnables, des demandes dont ils savent qu'elles n'ont aucun fondement, lorsqu'ils n'ont aucune volonté d'agir pour améliorer les relations avec un pays, dans ce cas Cuba", a-t-il dit.

Pour cette raison, il a considéré que l'état actuel des relations entre Cuba et les États-Unis est défini par la continuité de la politique de pression maximale établie par Trump.

Cependant, il a précisé que cela ne signifie pas que "nous ignorons le fait qu'en 2022, les deux pays ont pris des mesures qui ont une certaine importance dans les relations bilatérales, mais celles-ci sont loin de caractériser ces liens".

Quant à la possibilité que l'actuelle administration démocrate décide immédiatement de retirer Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme, Fernández de Cossío a été catégorique : "nous n'avons aucune preuve, aucun signe, aucune promesse que cela va se produire".

Mais les raisons de retirer Cuba de la liste sont évidentes car "les États-Unis savent que Cuba ne parraine pas le terrorisme, le gouvernement et ses agences, le Département d'Etat, Homeland Security, le Président et même les petits groupes de congressistes qui allèguent souvent malhonnêtement que Cuba pratique le terrorisme".

Il est difficile de croire, a-t-il dit, qu'un personnage aussi puissant que le président des États-Unis soit pieds et poings liés à cause des opinions capricieuses d'un sénateur et qu'il puisse y avoir un sénateur qui lui dise ce qu'il peut ou ne peut pas faire en ce qui concerne ses prérogatives de chef de l'exécutif d'une nation aussi puissante au niveau mondial. (Source:PL

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/315512-les-etats-unis-continuent-dencourager-la-migration-irreguliere-depuis-cuba-declare-le-vice-ministre-des-affaires-etrangeres>



Radio Habana Cuba